

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

TOUSSAINT LOUA

Considérations statistiques sur l'équilibre européen. Les accroissements de la population depuis 40 ans

Journal de la société statistique de Paris, tome 18 (1877), p. 3-10

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1877__18__3_0

© Société de statistique de Paris, 1877, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

II.

CONSIDÉRATIONS STATISTIQUES SUR L'ÉQUILIBRE EUROPÉEN.

Les accroissements de la population depuis 40 ans (1).

Théorie nouvelle du doublement.

Les questions relatives à la population ont, depuis quelque temps surtout, le privilège de préoccuper vivement l'attention publique. C'est qu'en dehors de leur intérêt propre, elles servent à jeter quelque lumière sur une situation qui se ressent encore des désastres de 1871 et qui pourrait devenir menaçante à la suite des complications de la politique européenne.

Aujourd'hui, toutes les nations sont en armes, et il ne s'agit plus de savoir si les accroissements excessifs des populations peuvent compromettre leur aisance ou leur prospérité : il faut des hommes avant tout, et peut-être y a-t-il lieu de craindre, en vertu d'un principe trop fameux, que notre avenir ne tombe un jour à la merci des puissances qui pourront mettre sur pied les plus gros contingents. Or, il n'est pas douteux que la force de ces contingents, qui absorbent la meilleure part de l'élément viril, ne dépende directement du chiffre même de la population. Il est donc naturel de chercher non-seulement à connaître la population actuelle des divers États, mais à examiner dans quelle mesure elle pourra s'accroître, en admettant qu'aucun changement nouveau ne se produise dans leurs frontières.

De pareilles recherches pouvaient offrir, tout récemment encore, de sérieuses difficultés, mais l'ouvrage que vient de publier le Bureau central de statistique de Suède, conformément aux décisions des congrès de la Haye et de Saint-Petersbourg, facilite singulièrement notre tâche, en nous offrant le tableau méthodique de tous les dénombrements opérés en Europe depuis le commencement du siècle, ainsi que des populations intermédiaires, celles-ci obtenues par le calcul. Dès lors, à quelques exceptions près, il devient possible d'établir l'effectif, par année, de la population de chaque pays.

Faute de données précises sur les dénombrements les plus récents, dont quelques-uns sont en voie d'exécution, nous allons indiquer, d'après l'ouvrage suédois, quelle était la situation de l'Europe vers la fin de l'année 1871.

Population de l'Europe en 1871.

	Habitants.
Royaume-Uni, y compris les possessions européennes . .	32,021,592
Royaume du Danemark, avec l'Islande et les îles Féroë .	1,886,186
Royaumes-unis de Suède et de Norvège	5,954,307
Empire de Russie, y compris la Finlande, la Pologne et les provinces caucasiennes	78,305,185
Empire austro-hongrois	36,155,370
Principauté de Lichtenstein	8,320
Suisse	2,685,345
Empire allemand, y compris l'Alsace-Lorraine	41,058,792
Royaume des Pays-Bas	3,637,274
Grand-duché de Luxembourg	197,504
Royaume de Belgique	5,113,680
France	35,970,714
Portugal	3,990,750
Espagne	16,900,000
République d'Andorre	12,000

(1) Statistique internationale des dénombrements de la population, publiée par le bureau central de statistique de Suède. — Stockholm, 1876. P.-A. Norstedt et Sæner.

Population de l'Europe en 1871.

	Habitants.
Royaume d'Italie	26,801,154
Principauté de Monaco	5,700
République de Saint-Marin	7,500
Grèce, avec les îles Ioniennes	1,460,000
Empire ottoman (possessions immédiates en Europe)	8,500,000
Principauté du Monténégro	120,000
Serbie	1,319,931
Roumanie	4,700,000
Europe	306,811,304

D'après ce tableau, les grandes puissances de l'Europe se classent ainsi :

Empire russe	78,305,185	31.3
Empire allemand	41,058,792	16.4
Empire austro-hongrois	36,155,370	14.4
France	35,970,714	14.4
Royaume-Uni	32,021,592	12.8
Italie	26,801,154	10.7
	250,312,807	100.0

Il est bien entendu que ce classement serait différent, si l'on mettait au compte des divers États leurs possessions hors d'Europe. L'empire Britannique tiendrait alors le premier rang avec 236 millions d'habitants; l'empire Russe viendrait ensuite avec 86 millions; la France avec 41,800,000 et l'empire Ottoman avec 41,700,000. L'Allemagne conserverait sa prépondérance sur l'Autriche-Hongrie, mais la Hollande, avec ses 28 millions d'habitants, l'emporterait sur l'Italie, et l'Espagne suivrait de près cette dernière puissance, avec 25 millions de sujets.

Quoi qu'il en soit, les six grandes puissances énumérées ci-dessus ont sous leur dépendance immédiate plus des quatre cinquièmes de l'Europe entière, l'on peut voir que leur population peut se partager en trois groupes presque égaux; l'empire Russe, 31 p. 100; l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie également 31; enfin la France, le Royaume-Uni et l'Italie réunis, 38 p. 100.

Après une étude attentive de la statistique internationale des dénombrements européens, nous n'avons pas tardé à reconnaître l'impossibilité d'en saisir les mouvements depuis le commencement du siècle. La Suède, il est vrai, ainsi que la Norvège et la Finlande, font connaître régulièrement leur population depuis le milieu du siècle dernier, et la France, ainsi que le Royaume-Uni, depuis 1800; mais pour le plus grand nombre des autres États, les recensements réguliers ne commencent guère que vers 1830. C'est donc d'abord de 1830 que nous partirons, et comme presque partout les recensements ont lieu dans l'année qui commence les décades, nous choisirons pour termes de comparaison les années 1831, 1841, 1851, 1861 et 1871. Nous aurons ainsi l'avantage d'agir sur des périodes uniformes correspondant le plus souvent à la date même des recensements.

Enfin, nous n'hésitons pas à donner le tableau suivant dans tous ses détails, en indiquant les subdivisions principales des États, afin de bien montrer quelles sont celles qui ont été absorbées par d'autres puissances et d'indiquer exactement l'époque où ont eu lieu ces annexions.

On verra ainsi, en suivant l'ordre même des États, que l'Angleterre a cédé, en 1864, les îles Ioniennes à la Grèce; que le Danemark a perdu, en 1866, le Schleswig-Holstein et le Lauenbourg au bénéfice de la Prusse et de l'Allemagne; qu'en 1859, l'empire d'Autriche a cédé la Lombardie à la France, qui l'a elle-même cédée au

nouveau royaume d'Italie, et qu'en 1866 elle a cédé la Vénétie dans les mêmes conditions. On constatera qu'à la même époque, la Prusse s'est incorporé le royaume de Hanovre, la Hesse-Électorale, le duché de Nassau, Hesse-Hombourg et la ville de Francfort, après avoir absorbé depuis longtemps (1849) la principauté de Hohenzollern. Le tableau relatif à l'Italie montrera par suite de quelles évolutions successives le petit royaume de Sardaigne est devenu le royaume actuel d'Italie, avec Rome capitale; enfin les chiffres afférents à la France opposent à l'acquisition de la Savoie et de Nice la perte de l'Alsace-Lorraine.

On ne peut guère citer que la Suède, la Norvège, la Suisse, les Pays-Bas, la Belgique, l'Espagne et le Portugal qui soient restés intacts et aient conservé leur territoire à l'abri de ces remaniements.

Tableau de la population totale des États européens en 1831, 1841, 1851, 1861 et 1871.

	1831.	1841.	1851.	1861.	1871.
Angleterre et Galles	13,806,797	15,911,148	17,927,609	20,066,224	22,712,366
Ecosse	2,364,386	2,620,181	2,888,742	3,062,294	3,360,018
Irlande	7,767,401	8,196,597	6,574,278	5,798,967	5,412,377
Iles du Détroit	109,710	124,040	143,126	143,447	144,638
Armée et marine	260,191	202,954	212,194	250,356	216,080
Royaume-Uni	21,592,485	27,057,923	27,745,919	29,821,248	31,845,379
Possessions européennes :					
Holligoland	»	»	»	2,172	1,913
Gibraltar	»	»	»	23,251	25,216
Malte, Gozzo et Comino	»	»	»	147,683	149,084
Iles Ioniennes	»	»	237,370	252,126	Annexé à la Grèce en 1864.
Royaume de Danemark	1,204,268	1,295,182	1,425,284	1,628,374	1,805,070
Duché de Schleswig-Holstein	742,974	812,652	887,818	962,085	Annexé à la Prusse id. en 1865.
Duché de Lauenbourg	43,842	45,342	47,094	50,000	
Possessions européennes :					
Ile d'Islande	54,597	57,328	59,999	66,973	70,417
Iles Féroé	6,528	7,383	8,225	8,946	10,099
Danemark	2,051,709	2,217,887	2,428,420	2,716,378	1,885,586
Norvège	1,143,831	1,262,451	1,418,073	1,619,102	1,752,130
Suède	2,901,039	3,173,160	3,516,889	3,917,339	4,204,177
Royaum.-unis de Suède et de Norvège.	4,044,873	4,435,611	4,934,962	5,536,441	5,956,307
Russie européenne avec les provinces du Caucase	43,000,000	48,000,000	55,818,243	64,000,000	70,500,000
Grand-duché de Finlande	1,381,216	1,462,516	1,660,763	1,770,599	1,808,185
Royaume de Pologne	4,000,000	4,500,000	4,852,055	4,800,000	6,000,000
Empire de Russie	48,381,216	53,962,516	62,331,061	70,570,599	78,308,185
Autriche (territoire du Reichsrath)	15,851,758	17,171,955	17,969,955	19,029,405	20,555,370
Hongrie (couronne de St-Étienne)	14,252,500	13,828,908	13,334,416	14,370,540	15,600,000
Royaume Lombard-Vénitien :					
Lombardie	2,909,874	2,600,760	2,767,278	2,528,385	Cédé à la France. Sardaigne 1859.
Vénétie	2,073,832	2,202,529	2,298,785	2,528,385	Cédé à la France. Italie en 1866.
Empire d'Autriche-Hongrie	35,087,964	35,804,152	36,100,434	35,928,330	36,155,370
République helvétique	2,096,808	2,253,358	2,405,803	2,523,368	2,685,340
Royaume de Prusse	13,038,960	15,110,721	16,829,440	18,491,220	21,639,706
Duché de Lauenbourg	»	»	»	»	49,546
Principauté de Hohenzollern	60,000	61,500	»	»	»
Annexé à la Prusse en 1849.					
Royaume de Bavière	4,133,760	4,370,977	4,559,452	4,689,837	4,868,450
— de Saxe	1,402,066	1,706,276	1,988,078	2,225,240	2,556,244
— de Wurtemberg	1,500,000	1,646,871	1,733,263	1,720,708	1,818,539
Grand-duché de Bade	1,200,471	1,300,000	1,357,208	1,360,291	1,481,582
— de Hesse	736,930	815,000	853,000	841,677	852,894
Gr.-duché de Mecklembourg-Schwérin	453,066	498,246	543,337	543,449	557,897
— de Saxe-Weimar-Eisenach	232,704	250,119	262,000	273,252	286,183
— de Mecklembourg-Stréltitz	80,000	91,000	99,628	99,060	96,982
— d'Oldenbourg	245,000	267,000	280,000	295,242	316,640
Duché de Brunswick	245,798	265,000	271,000	281,708	311,764
— de Saxe-Meinungen-Hildburg-hausen	142,000	153,000	166,000	172,341	187,957
— de Saxe-Altenbourg	115,000	123,000	132,000	137,169	142,122
— de Saxe-Cobourg-Gotha	130,000	142,000	150,000	159,022	174,339
— d'Anhalt	136,134	149,875	154,499	161,824	203,437
Princip. de Schwarzbourg-Rudolstadt	62,000	66,684	69,648	71,918	75,528
— de Schwarzbourg-Sondershausen	53,000	57,257	60,002	61,895	67,191

Tableau de la population totale des États européens en 1831, 1841, 1851, 1861 et 1871 (suite).

	1831.	1841.	1851.	1861.	1871.	
Princip. de Waldeck et Pyrmont . . .	57,000	58,381	58,219	58,640	58,224	
— de Reuss, ligne aînée . . .	29,000	33,062	36,274	42,130	45,094	
— de Reuss, ligne cadette . . .	67,000	73,788	77,963	83,860	89,032	
— de Schaumbourg-Lipp. . .	25,000	28,000	28,895	30,774	32,059	
— de Lippe-Deimold . . .	92,000	102,550	104,698	108,513	111,135	
Ville libre de Hambourg . . .	175,990	192,862	220,968	256,419	288,974	
— de Lubeck. . .	30,000	34,000	54,166	56,000	52,158	
— de Brême . . .	61,485	72,599	82,891	98,063	122,402	
Royaume de Sardaigne . . .	1,650,000	1,755,592	1,819,253	1,888,070	} Incorporé à la Prusse en 1866.	
Hesse-Electorale . . .	677,000	730,000	755,000	738,476		Id.
Duché de Nassau . . .	360,000	400,000	429,000	456,587		Id.
Landgraviat de Hesse-Hombourg . .	30,000	34,000	34,500	36,817		Id.
Ville libre de Francfort . . .	60,000	65,500	73,000	83,390		Id.
Alsace-Lorraine . . .	"	"	"	"		1,549,788
Empire allemand . . .	27,270,544	30,644,666	33,273,382	35,550,024		Pays de l'empire. 41,058,792
Royaume des Pays-Bas . . .	2,454,176	2,930,950	3,119,160	3,373,043		3,637,274
Grand-duché de Luxembourg . . .	165,000	175,241	191,500	197,731		197,504
Belgique . . .	3,785,814	4,138,382	4,473,261	4,782,255		5,113,680
France . . .	32,569,223	34,230,178	35,783,170	37,386,313 (1)	35,970,714 (2)	
Portugal . . .	3,000,000	3,396,972	3,400,000	3,693,362	3,990,570	
Espagne . . .	11,207,639	12,050,000	13,950,000	15,864,896	16,900,000	
Royaume de Sardaigne . . .	4,500,000	4,700,000	5,000,000	4,340,000 (3)	4,678,484	
Lombardie . . .	"	"	"	2,986,019	3,162,376	
Vénétie (voir l'Autriche-Hongrie) . .	"	"	"	"	2,642,807	
Duché de Parme . . .	454,080	483,787	497,343	504,182	523,719	
— de Modène . . .	428,031	495,799	591,670	601,794	642,247	
— de Toscane et Luques . . .	1,518,232	1,659,980	1,735,777	1,828,834	1,980,581	
États pontificaux . . .	2,732,436	2,900,000	3,124,668	3,179,708	3,411,530	
Royaume de Naples . . .	5,809,839	6,235,436	6,700,000	6,787,289	7,175,311	
Stoile . . .	1,943,366	1,974,186	2,180,604	2,392,414	2,584,099	
Royaume d'Italie . . .	17,385,984	18,449,168	19,830,062	22,717,740	26,801,154	
Royaume de Grèce . . .	700,000	850,000	997,000	1,096,810	1,460,000 (4)	
Serbie . . .	675,000	842,842	970,102	1,114,077	1,319,931	

Pour la facilité de nos calculs, nous récapitulerons ce tableau comme suit:

Récapitulation.

	1831.	1841.	1851.	1861.	1871.
Royaume-Uni moins les possessions européennes . . .	24,392,485	27,057,923	27,745,949	29,321,288	31,845,379
Danemark . . .	2,051,709	2,217,887	2,438,420	1,704,293	1,885,586
Suède et Norvège . . .	4,044,873	4,435,614	4,934,962	5,536,441	5,956,307
Empire russe . . .	48,381,296	53,962,516	62,331,061	70,570,599	78,308,185
Empire austro-hongrois . . .	35,087,964	35,804,252	36,100,434	35,928,330	36,155,370
Suisse . . .	2,096,808	2,253,358	2,405,803	2,523,368	2,685,345
Empire d'Allemagne . . .	27,270,544	30,644,666	33,273,382	35,550,024	41,058,792
Pays-Bas . . .	2,454,176	2,930,950	3,119,160	3,373,043	3,637,274
Luxembourg . . .	165,000	175,241	191,500	197,731	197,504
Belgique . . .	3,785,814	4,138,382	4,473,261	4,782,255	5,113,680
France . . .	32,569,223	34,230,178	35,783,170	37,386,313	35,970,714
Portugal . . .	3,000,000	3,396,972	3,400,000	3,693,362	3,990,570
Espagne . . .	11,207,639	12,050,000	13,950,000	15,864,896	16,900,000
Italie . . .	17,385,984	18,449,168	19,830,062	22,717,740	26,801,154
Grèce . . .	920,000	1,080,000	1,234,370	1,348,936	1,460,000
Serbie . . .	675,000	842,842	970,102	1,144,077	1,319,931
Totaux . . .	215,488,515	233,669,949	252,181,636	271,642,696	293,285,791

Par suite des modifications que les annexions ont amenées dans l'ordre naturel des choses en certains pays, nous sommes obligés de réserver pour le moment la comparaison des divers États, mais ces mouvements purement intérieurs ne peu-

(1) Y compris la Savoie et Nice.
 (2) Non compris l'Alsace-Lorraine.
 (3) Moins Nice et la Savoie.
 (4) Avec les îles Ioniennes.

vent affecter les résultats de l'Europe entière. C'est donc de ces derniers que nous allons d'abord parler.

Si l'on prend la population initiale, — celle de 1831, — pour unité, l'on obtient les rapports suivants :

	POPULA- TION.	AUGMENTATION décennale.
1831	100	8
1841	109	9
1851	117	8
1861	126	9
1871	136	10



On en conclut que les augmentations varient entre 9, 8, 9 et 10, relativement à la population initiale, variations insignifiantes et en sens contraire; ce qui permet de dire que les augmentations périodiques de la population européenne sont à peu près constantes, et que, par conséquent, *la population tend à s'accroître en progression arithmétique*, et non, comme on l'avait cru jusqu'ici, en progression géométrique.

Ce qui prouve bien d'ailleurs que la progression n'est pas géométrique, c'est que les rapports d'accroissement sont successivement 0.84, 0.79, 0.76, rapports descendants que, par exception, la dernière période fait remonter à 0.81.

Ce résultat est extrêmement remarquable, en ce qu'il détruit la fameuse théorie de Malthus, d'après laquelle la population croissant en raison géométrique lorsque les subsistances ne s'accroissent qu'en progression arithmétique, il devrait arriver un moment où les populations n'auraient plus les subsistances qui leur sont nécessaires et ne tarderaient pas à périr!

Enfin, l'on peut tirer de ce fait une autre conséquence, celle-ci purement mathématique: c'est que l'ancienne théorie du doublement des populations n'a plus de raison d'être. En calculant, en effet, la période du doublement par la formule de l'intérêt composé, on admet implicitement la constance du rapport d'accroissement, lorsqu'il vient précisément d'être démontré que ce rapport tend sans cesse à décroître. En admetant, au contraire, que ce sont les augmentations absolues qui restent constantes, l'on se rapproche bien davantage de la vérité. Dans cette dernière hypothèse dont la plupart des observations directes vérifient l'exactitude, la formule se simplifie, car pour obtenir la période de doublement, il suffit de *diviser la population initiale par l'augmentation moyenne annuelle déduite des observations*.

En appliquant cette dernière méthode à la population totale à l'Europe, on trouve qu'elle tend à doubler en 111 ans.

A cet égard, l'ancienne méthode, celle de l'intérêt composé, donnait 77 ans, en calculant le taux d'accroissement d'après les dénombrements extrêmes, lequel est de 0.90 p. 100, et 87 ans en prenant pour taux d'accroissement la moyenne des accroissements par période :

$$\left(\frac{0.84 + 0.77 + 0.75 + 0.81}{4} \right)$$

Ce sont là, on ne peut le méconnaître, des dissemblances profondes et qui méritaient d'être signalées.

Quoi qu'il en soit, le terme du doublement, qui nous paraît le plus rapproché,

est pour l'Europe de 111 ans, et encore ce terme aurait-il reculé si, par suite de circonstances à coup sûr exceptionnelles, la dernière période décennale n'avait fourni un rapport d'accroissement beaucoup plus élevé qu'on n'aurait pu l'attendre d'après la marche des faits dans les périodes précédentes (1).

La période de doublement, calculée dans l'hypothèse d'une population croissante en raison géométrique, ne dépend que du taux d'accroissement de la population considérée, quel que soit d'ailleurs le chiffre de cette population ; mais il n'en est pas ainsi lorsque la population croît en progression arithmétique. Dans ce cas, en effet, la période de doublement est exprimée en fonction de la population, et en suit, par conséquent, les variations.

Or, il est facile de voir que, l'augmentation annuelle étant supposée constante, la relation qui lie une population quelconque P_n à la population initiale P_0 , est donnée par la formule :

$$P_n = P_0 + na,$$

dans laquelle a exprime l'augmentation moyenne annuelle; par suite, la période de doublement cherchée est :

$$x = \frac{P_0 + na}{a} = \frac{P_0}{a} + n.$$

D'où cette conséquence que la période de doublement varie avec le temps, et qu'elle suit, comme la population elle-même, une progression arithmétique.

Par suite, la période de doublement de la population de l'Europe se trouvant être, en 1831, de 111 ans, sa valeur sera de 121 ans en 1841, de 131 ans en 1851, de 141 en 1861, et enfin de 151 en 1871 : en d'autres termes, les distances adoptées étant de 10 ans, la période de doublement initiale devra être augmentée successivement de 10 ans à chaque recensement.

Ainsi, non-seulement les périodes de doublement de la population ne sont pas fixes, comme l'indiquait la théorie généralement adoptée de l'intérêt composé, mais elles dépendent du chiffre même de la population, et leur étendue va sans cesse en croissant. Il y a donc lieu de reconnaître, pour ces motifs et en vertu des considérations que nous avons présentées plus haut, qu'il faut rejeter absolument la formule de l'intérêt composé et n'accepter celle de l'intérêt simple que pour l'année même à laquelle elle s'applique.

C'est sous le bénéfice de ces observations que nous nous sommes décidé à calculer la période de doublement probable des diverses populations européennes d'après la méthode arithmétique. — Si ces termes, quoique établis sur une série de 40 ans, sont encore hypothétiques, ils ne s'en rapprochent pas moins de la vérité beaucoup plus que ceux qu'on avait trouvés jusqu'à ce jour, et tout en montrant que les populations s'accroissent avec beaucoup plus de lenteur qu'on ne le supposait, ils laissent subsister les différences qu'elles présentent dans leur mode d'accroissement et accusent enfin ces différences sous une forme facile à retenir.

Les recensements qui ont servi de base à nos calculs sont, comme nous l'avons dit, ceux de 1831, de 1841, de 1851, de 1861 et de 1871 ; mais, en ce qui concerne la France, nous avons cru devoir reculer ces recensements d'une année, pour ne pas faire entrer en ligne de compte les pertes extraordinaires que nous a fait subir

(1) Une des causes de cet accroissement est la diminution de l'émigration européenne.

l'invasion allemande et dont l'effet eût été d'altérer profondément les conditions normales d'accroissement de notre pays.

En partant de 1830, l'accroissement de la population de la France, déduction faite de la Savoie et du comté de Nice, se trouve être de 5,510,733 habitants en 40 ans, soit de 137,768 par an, ce qui donne 236 ans pour la période du doublement.

Il n'est pas besoin de dire enfin, en ce qui concerne plusieurs des États européens, que, pour établir rationnellement nos comparaisons, il a fallu nécessairement mettre hors de compte les effets des annexions; un moyen facile s'offrait à nous de satisfaire à cette condition: c'était de ramener les populations de chaque État à leur territoire actuel, en leur attribuant, dès le point de départ, les diverses provinces qu'ils se sont annexées depuis.

C'est ainsi, pour n'en donner qu'un exemple, que nous avons compris dans la Prusse, dès l'année 1831 et dans les divers recensements successifs, la principauté de Hohenzollern, le Schleswig-Holstein, le royaume de Hanovre, la Hesse-Électorale, le duché de Nassau, le landgraviat de Hesse-Hombourg et la ville libre de Francfort, bien que leur incorporation n'ait eu lieu que beaucoup plus tard.

Nous avons agi de même pour l'Italie, en lui comptant dès l'origine toutes les provinces qu'elle possède aujourd'hui, que ces provinces fussent indépendantes ou qu'elles appartenissent à d'autres puissances.

Cette observation faite, nous donnons immédiatement le tableau de nos calculs

Tableau des périodes de doublement des principaux États de l'Europe, calculées sur une période de 40 ans.

ÉTATS.	POPULATION		AUGMENTATION moyenne par an.	PÉRIODE DE DOUBLEMENT		
	initiale.	en 1871.		d'après la nouvelle méthode.	d'après l'ancienne méthode.	
Angleterre	1831	13,896,797	22,712,266	220,387	63	44
Écosse	"	2,364,386	3,360,018	24,891	95	66
Irlande	"	7,767,401	5,412,377	D. 53,876	En voie de diminution.	
Iles du Détroit	"	130,710	144,638	773	185	98
Royaume-Uni, y compris l'armée et la marine	"	24,392,185	31,845,379	186,322	134	90
Royaume de Danemark (sans ses annexes)	1831	1,204,268	1,805,070	15,020	80	56
Norvège	"	1,143,834	1,752,130	15,207	75	52
Suède	"	2,901,039	4,201,177	32,578	89	62
Russie d'Europe (Caucase compris)	1831	43,000,000	70,500,000	687,500	63	44
Finlande	"	1,381,296	1,808,185	10,672	130	90
Pologne	"	4,600,000	6,000,000	50,000	80	56
Empire russe	"	48,381,296	78,308,185	748,172	65	45
Autriche	1831	15,851,758	20,555,370	117,590	135	95
Hongrie	"	14,252,500	15,600,000	33,688	423	294
Empire austro-hongrois	"	30,104,258	36,155,370	151,278	199	139
Suisse	1831	2,096,808	2,685,345	14,713	142	99
Royaume de Prusse	1831	16,548,934	21,639,706	202,269	81	57
— de Bavière	"	4,133,760	4,863,450	18,242	227	158
— de Saxe	"	1,402,066	2,556,244	28,854	49	34
— de Wurtemberg	"	1,500,000	1,818,539	7,963	188	131
Autres états allemands	"	"	"	"	"	"
Empire allemand (moins l'Alsace-Lorraine)	"	28,056,860	30,509,054	286,305	98	68
Royaume des Pays-Bas	1831	2,454,176	3,637,274	29,577	83	58
Belgique	"	3,785,814	5,113,680	33,187	114	79
France (moins Nice et la Savoie, mais avec l'Alsace-Lorraine)	1830	32,485,479	37,996,482	137,768	236	165
Italie (sans la Savoie, mais avec la Lombardie, la Vénétie et autres États italiens)	1831	22,369,690	26,801,154	110,787	202	141
Portugal	"	3,000,000	3,990,570	21,674	121	84
Espagne	"	11,207,639	16,900,000	142,309	79	55
Grèce, avec les îles Ioniennes	"	920,000	1,460,000	13,500	68	49
Serbie	"	675,000	1,319,931	16,128	42	29

NOTA. — Nous donnons les périodes de doublement d'après l'ancienne méthode, pour montrer les différences excessives qu'elles présentent avec nos résultats.

Il résulte de l'avant-dernière colonne de ce tableau, que les États énumérés ci-dessus se classent comme il suit, d'après la rapidité de leur doublement :

<i>Période de doublement.</i>			
Serbie	42 ans.	Empire Allemand	98 ans.
Saxe royale	49 —	Belgique	114 —
Angleterre et Galles	63 —	Portugal	121 —
Russie	63 —	Finlande	130 —
Grèce	68 —	Iles du Détroit	134 —
Norvège	75 —	Autriche propre	135 —
Espagne	79 —	Royaume de Wurtemberg	188 —
Pologne	80 —	Suisse	199 —
Danemark	80 —	Italie	202 —
Royaume de Prusse	81 —	Royaume de Bavière	227 —
Pays-Bas	83 —	France	236 —
Suède	89 —	Hongrie	223 (1)
Ecosse	95 —	Irlande	(diminution).

Revenons maintenant aux grandes puissances et établissons, à l'aide des données du tableau qui précède, leur situation respective, en 1831, à l'époque actuelle ou plutôt en 1871, et, par prévision, au commencement du xx^e siècle, en 1901.

Population des grandes puissances en 1831, 1871 et 1901.

	POPULATION			CLASSEMENT PROPORTIONNEL		
	1831.	1871.	1901.	1831.	1871.	1901.
Empire russe	48,381,296	78,308,185	100,753,435	28.0	31.3	33.7
Autriche-Hongrie	35,087,964	36,155,370	40,693,710	20.3	14.4	13.7
France	32,569,223	35,970,714	40,103,754	18.9	14.4	13.4
Empire d'Allemagne	27,270,544	41,058,792	49,647,942	15.8	16.4	16.6
Royaume-Uni (2)	24,392,485	31,845,379	37,435,039	14.1	12.8	12.5
Royaume d'Italie (3)	4,000,000	26,801,154	30,124,764	2.9	10.7	10.1
	171,701,512	250,139,594	298,758,554	100.0	100.0	100.0

On voit par là que la France qui, dans le concert européen, occupait le troisième rang en 1831, le partage, en 1871, avec l'empire d'Autriche et descend au quatrième rang en 1901. — On constate de plus qu'en 1901 l'empire russe, à lui seul, présentera une population supérieure à celle de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie réunies, et à peine inférieure à celle de la France, du Royaume-Uni et de l'Italie réunis. Toutefois, il ne paraît pas qu'au commencement du xx^e siècle, les conditions actuelles de l'équilibre européen seront très-sensiblement modifiées. C'est que, comme on vient de s'en assurer, les populations croissent beaucoup moins rapidement qu'on ne le suppose généralement. Bien des personnes croient, par exemple, que la Prusse proprement dite ne tardera pas avoir une population égale à la nôtre; or, si les conditions d'augmentation respectives de la Prusse et de la France ne changent pas, cette égalité ne se produira que vers 1950, c'est-à-dire au milieu du siècle prochain.

En résumé, s'il est d'une bonne politique de se préoccuper des différences d'accroissement des nations qui nous entourent, il n'y a pas lieu de s'effrayer outre mesure des conséquences qu'elles peuvent entraîner. La situation est sans doute inquiétante, mais le danger est encore éloigné (4). TOUSSAINT LOUA.

(1) En ce qui concerne la Hongrie, le faible accroissement total résulte de la guerre de 1848-1849. Cette puissance a repris depuis un accroissement plus élevé.

(2) Non compris les possessions européennes.

(3) Ancien royaume de Sardaigne.

(4) Cet article est extrait de l'*Économiste français*. (Numéro du 11 novembre 1876.)